

Département du Var

République Française

Arrondissement de Draguignan

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Nombre de Conseillers : En exercice : 48 Présents : 35	Séance du : 10 avril 2025	Date de publication : 16 AVR. 2025
--	------------------------------	--

L'an deux mille vingt-cinq, le dix avril à neuf heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 3 avril 2025, s'est réuni à la Communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise - LEMAITRE Didier - LOMBARD Danièle - LONGO Gilles - BESSERER Christian - SOLER Annie - REGGIANI Jean-Paul - BOYER Max - CORDINA Pierre - LEROY Carine - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - RENARD Patrick - CREPET Sandrine - BARBIER Jean-Louis - SERT Richard - BLANC Sylvie - MORENVAL Fabrice - MION Jérôme - BOUVARD Martine - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - ZUCCO Yvonne.

REPRESENTES : Conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : HUMBERT Cédric donne procuration à MARCHAND Charles - PETRUS BENHAMOU Martine donne procuration à PLANTAVIN Christelle - BARKALLAH Nassima donne procuration à LEROY Carine - KARBOWSKI Ariane donne procuration à LONGO Gilles - BRENDLE Karen donne procuration à CHIOCCA Christophe - RAMI Hafida donne procuration à BLANC Sylvie - GRILLET Maxime donne procuration à ISEPPI Stéphane - JEANPIERRE Jimmy donne procuration à LAUVARD Sonia - TISSIER Ken donne procuration à CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard.

NON REPRESENTES : BONNEMAIN Emmanuel - FRADJ Laurence - POUSSIN Julien - DEBAISIEUX Jean-François.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. MORENVAL.

GEMAPI

*

**LANCEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE POUR LE RENOUVELLEMENT DE
L'AUTORISATION DE DRAGAGE DE L'EMBOUCHURE DE LA GARONNE ET DU
PEDEGAL AVEC REENSABLEMENT DE PLAGES SUR LES COMMUNES
DE FREJUS ET DE SAINT-RAPHAËL**

*

- N° 43 -

M. LEMAITRE, Vice-Président, expose :

L'embouchure de la Garonne et du Pédégal, délimitant les communes de Saint-Raphaël et de Fréjus, est soumise à un phénomène d'ensablement engendré par l'accumulation de sédiments marins transportés par le transit sédimentaire d'orientation sud-ouest/nord-est.

Cet ensablement est amplifié par l'insuffisance de l'effet de chasse des crues des cours d'eau. Faute de désensablement naturel efficace de l'embouchure, un tombolo de sable se crée fréquemment entre les rives, limitant ainsi la communication entre le cours d'eau et la mer.

La couverture de la Garonne (Jardins d'Arménie) en 1998 avait nécessité l'abaissement du lit du cours d'eau, ce qui permet à l'eau de mer de remonter jusqu'à la place Ortolan. De même, le lit du Pédégal a un profil hétérogène marqué par un surcreusement en aval immédiat du pont Victor Hugo qui concentre les eaux d'étiage et les eaux pluviales rejetées.

Ainsi, l'accumulation de sable à l'embouchure impacte le bon fonctionnement hydrodynamique des cours d'eau jusqu'à piéger plusieurs milliers de m³ d'eau de mer et autres apports du bassin versant (cours d'eau temporaires et eaux pluviales).

Cette situation entraîne une concentration d'éléments du lessivage et une eutrophisation particulièrement marquée en période estivale avec prolifération d'algues et de micro-organismes responsables d'odeurs nauséabondes.

Depuis 2011, des dragages d'entretien sont réalisés annuellement afin de limiter ces désagréments et permettre une meilleure circulation des eaux.

Les sables extraits, de bonne qualité granulométrique et faiblement chargés en particules fines, sont réutilisés pour le rechargement des plages alentour qui subissent une érosion constante due aux dynamiques marines et aux tempêtes hivernales.

L'autorisation pluriannuelle précédente, étant arrivée à échéance en 2021, une opération ponctuelle a été réalisée en 2023 sous le régime de la déclaration (dossier n°100015868).

Cette opération ponctuelle, autorisée par le récépissé n° D2355 /100015868 du 14 mars 2023, a permis de désensabler l'embouchure temporairement, mais la nécessité d'une gestion pluriannuelle demeure.

La zone concernée étant située sur le domaine public maritime, l'intervention est portée par Estérel Côte d'Azur Agglomération au titre de sa compétence GeMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations).

La collectivité a donc mandaté le bureau d'étude BRL ingénierie pour étudier des solutions d'aménagements permettant de limiter l'ensablement de l'embouchure et concevoir le dossier de demande d'autorisation environnementale pour mettre en œuvre les solutions retenues et continuer le dragage de l'embouchure et le réensablement des plages alentours.

Ce projet, qui implique des travaux de dragage en milieu marin, a un coût estimé entre 400 000 € et 1 000 000 € sur 10 ans et les volumes de dragage ne dépasseront pas 5 000 m³ sur douze mois consécutifs sur deux sites distincts par an, des teneurs en sédiments inférieures à N1.

Conformément à l'article L.214-1 du Code de l'environnement sont soumis à la nomenclature les installations ouvrages travaux et activités entraînant notamment des prélèvements ou une modification du niveau et du mode d'écoulement des eaux. Ainsi, les travaux de dragage

envisagés relèvent de la nomenclature 4.1.3.0 et plus précisément du régime de la déclaration (nomenclature 4.1.3.0 - 3°- b annexée à l'article R.214-1 du Code de l'environnement : dont la teneur des sédiments compris en les niveaux de référence N1 et N2 et dont le volume maximal dragué in situ au cours de 12 mois consécutifs est inférieur à 5 000 m3).

Par ailleurs, les travaux de rechargement de plage, relevant de la rubrique 13 du tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'environnement, sont soumis à un examen au cas par cas.

Par arrêté Préfectoral en date du 13 octobre 2022 (n°AE-F09322P0264) les travaux ont été soumis à étude d'impact.

L'autorisation environnementale est une autorisation « supplétive » à défaut d'autre autorisation administrative dans ce projet et relève des articles L.181-1 et suivants du Code de l'environnement.

La zone de projet est située à proximité des sites Natura 2000 (« Embouchure de l'Argens » et « Estérel »), une évaluation d'incidence sur lesdits sites est également rendue nécessaire par application de l'article R.414-19 du Code de l'environnement.

Le projet est donc soumis à enquête publique.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale comprenant également l'étude d'impact et l'étude d'incidence, a été déposé à auprès des services de l'Etat, le 21 mai 2024 et validé le 11 juin 2024.

La mission régionale d'autorité environnementale a rendu son avis le 4 décembre 2024, Estérel Côte d'Azur Agglomération a produit un mémoire en réponse le 21 janvier 2025.

Il y a donc lieu de saisir monsieur le préfet du Var aux fins d'ouverture de l'enquête publique afférente.

A la suite de cet exposé,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.122-1 et suivants, L.181-1 et suivants, L.214-1 à L.214-6, L.414-1 et suivants, R.122-1 et suivants, R.181-1 et suivants, D.181-15-1 et suivants, R.181-36, R.214-1 et suivants et R.414-1 et suivants,

VU l'arrêté du 27 mars 2024 fixant les prescriptions générales applicables aux dragages ou aux rejets y afférent relevant de la rubrique 4.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté du 12 août 2015 (n° DEVL1515317A) portant désignation du site Natura 2000 « Embouchure de l'Argens » (zone spéciale de conservation FR 9301627),

VU l'arrêté du 26 juin 2014 (n°DEVL1409599A) portant désignation du site Natura 2000 « Estérel » (zone spéciale de conservation FR 9301628),

VU l'arrêté Préfectoral n°AE-F09322P0264 du 13 octobre 2022 soumettant le projet à évaluation environnementale,

VU l'avis de la MRAe en date du 4 décembre 2024,

VU la compétence exercée par la Communauté d'agglomération « Estérel Côte d'Azur Agglomération », en vertu de l'article 5-5 de ses statuts, en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations,

VU le dossier de demande environnementale supplétive comprenant notamment l'étude d'impact,

VU l'avis de la Commission des assemblées,

CONSIDERANT le dépôt du dossier d'autorisation environnementale supplétive auprès des services de l'État le 21 mai 2024, complété le 11 juin 2024,

CONSIDERANT le mémoire en réponse produit par Estérel Côte d'Azur Agglomération le 21 janvier 2025 à la suite de l'avis de la MRAe,

CONSIDERANT la nécessité d'engager une enquête publique conformément aux articles L.181-10 et R.181-36 et suivants du Code de l'Environnement et le projet de dossier afférent,

le Conseil communautaire est invité à :

APPROUVER le dossier autorisation environnementale relative au projet de dragage de l'embouchure de la Garonne et du Pédégal avec réensablement de plages, joint à la présente délibération.

SOLLICITER Monsieur le préfet du Var sur la base des articles du Code de l'environnement pour l'ouverture d'une enquête publique préalable à la décision de l'autorité environnementale.

AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à prendre toute mesure et à signer tout acte nécessaire au suivi et à la bonne exécution de la procédure réglementaire.

DIRE que l'ensemble des frais afférents à la mise en œuvre de l'enquête publique et notamment les frais de publication, de commissaire enquêteur, de commissaire de justice sont prévus sur le Budget Annexe GEMAPI 2025.

LE CONSEIL,



APRÈS avoir entendu l'exposé de **M. LEMAITRE, Vice-Président,**
ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,
APRÈS en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, **ADOpte LA DÉLIBÉRATION.**

FAIT et DELIBERE en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président



Frédéric MASQUELIER

La Secrétaire de séance



Fabrice MORENVAL